



Les associations d'irrigants en Tunisie

Serge Marlet

Journée thématique du COSTEA

***Gestion Participative de l'Irrigation :
Outils ou Alibis ? Quoi de neuf depuis 20 ans ?***

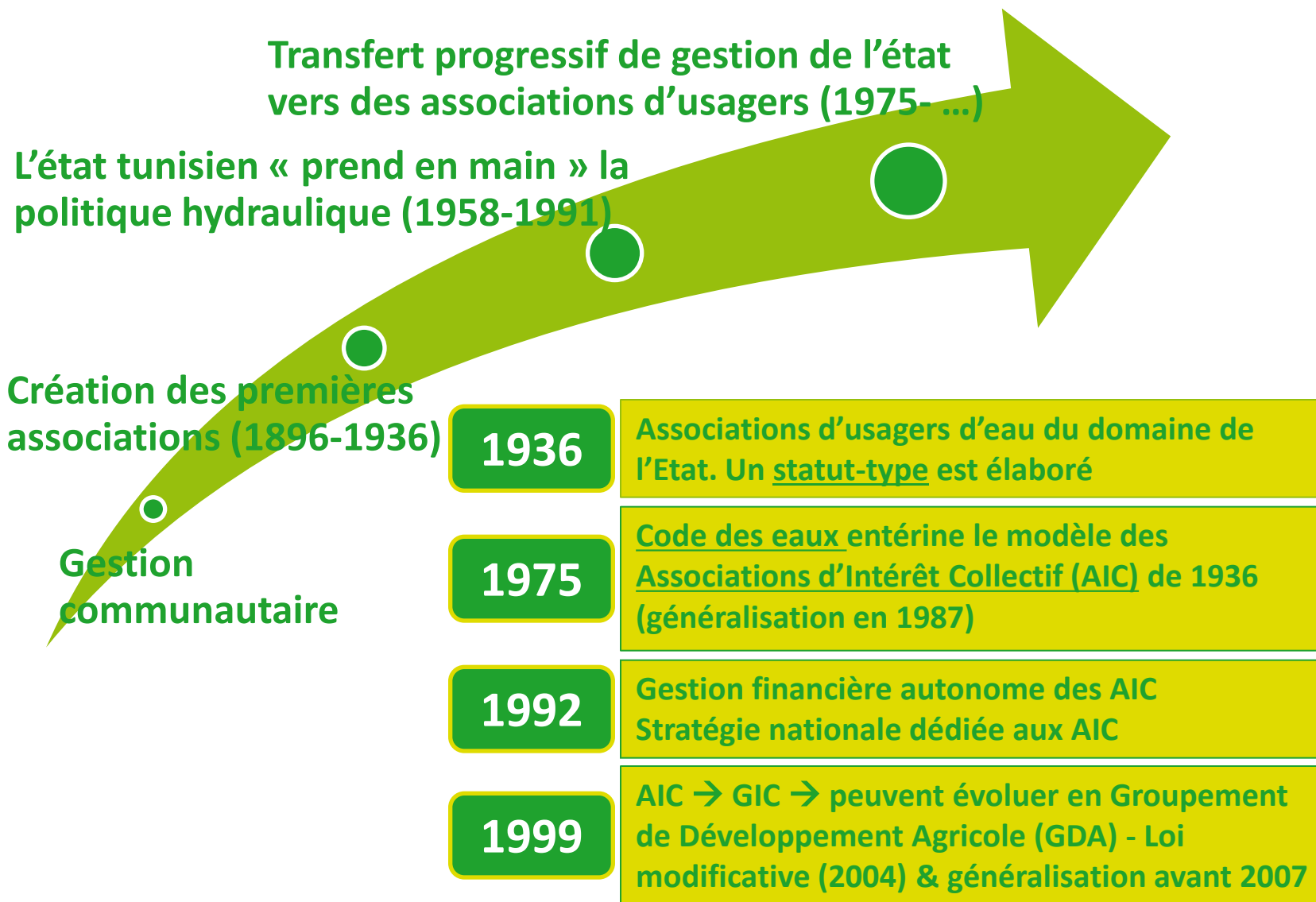
7 Février 2014, Agropolis, Montpellier



Historique et situation des associations d'irrigants en Tunisie



Historique des associations d'irrigants



Cadre réglementaire des GDA

Statut des GDA

- Association de droit privé, autonomie administrative et financière
- Association de libre adhésion
- Election conseil d'administration et président

Missions des GDA

- Développement agricole ... et toute mission dans l'intérêt collectif de leurs adhérent.
- Pas de missions spécifiques liées à la gestion des infrastructures hydrauliques (PPI)
- Pas d'activités commerciales et/ou financièrement risquées (SMSA)

Institutions

- Contrat de gérance (GDA/CRDA)
- Ventes d'eau (Contrats d'abonnement)
- Contrôles administratifs et financiers

Stratégie Nationale de Promotion des AIC (1992)

■ Objectifs

- Promouvoir AIC dans le cadre d'une gestion technique et financière autonome
- Redéfinir le rôle du gouvernement dans la gestion des périmètres irrigués

■ Principes

- Responsabilité du gouvernement limité aux dépenses d'investissement
- Rôles et responsabilités clairement délimités
- Souplesse et soutien continu pour le développement des AIC
- Rechercher la participation du secteur privé

■ Programme National d'Economie d'Eau (1995)

- Amélioration des réseaux collectifs d'irrigation pour un transfert dans de bonnes conditions d'exploitation
- Encouragements financiers pour adoption de systèmes d'irrigation individuels plus efficaces
- Tarification (recouvrement des coûts, tarification binôme ...)
- Renforcement des capacités des associations des usagers

Stratégie Nationale de Pérennisation des Systèmes hydrauliques (2011)

■ Objectifs

- Bénéficiaires en mesure de gérer les systèmes de manière autonome et pérenne
- Système d'évaluation, de planification et d'assistance fonctionnel
- Application des règles de gestion (contrôle des autorités locales)
- Structures performantes du secteur privé pour contribuer à l'entretien, la maintenance, la gestion et l'exploitation

■ Principes

- Approche participative et motivation des usagers
- Formation et suivi des GDA (professionnalisation)
- Clarifier les intervention des structures d'encadrement (fonction de contrôle, encadrement et suivi-évaluation) et application stricte de la réglementation
- Protection des ressources en eau



Analyse de la Situation des Associations d'Irrigants



Des menaces sur la pérennité des systèmes hydrauliques

■ **Rénovation des périmètres irrigués par l'état (CRDA) ?**

- Transfert des infrastructures hydrauliques et des pistes, parfois dans de mauvaises conditions d'exploitation
- Absence de diagnostic annuel par CRDA (application du contrat de gérance) ... et insuffisance des moyens financiers pour rénovation

■ **Capacités techniques et financières des GDA pour la maintenance ?**

- Transfert rapide sans accompagnement et création progressive de capacités techniques et financières
- Budget et prix de l'eau insuffisants (parfois au profit de l'équilibre financier du CRDA), mais aussi impayés, endettement, ...
- Incapacité à s'assurer les services du secteur privé
- Persistance des interventions de l'administration, souvent facturées, mais rarement payées

■ **Exemple du diagnostic participatif de Brahmi**



Gestion Participative de l'Irrigation : Outils ou Alibis ? Quoi de neuf depuis 20 ans ?

Journée thématique du COSTEA, 7 Février 2014, Agropolis, Montpellier

Une réponse mal adaptée aux besoins des agriculteurs

■ Focalisation exclusive sur le service de l'eau

- Expression d'une demande de services et d'activités collectives plus diversifiés de la part des agriculteurs.

■ Vulgarisation et formation

- Forte demande des agriculteurs dans un contexte de capacités déclinants de l'état (CTV)
- Un rôle de « *participation à l'encadrement de leurs adhérents ...* » dédié aux GDA : rarement utilisé & absence de coordination au niveau local

■ Situations foncières

- Revendications récurrentes : titre foncier, redistribution terres abandonnées, délimitation du PI, urbanisation, SMVDA, locataires ...
- Une mission d' « *aide des organismes concernés à l'épure des situations agraires* » dédiée aux GDA ... mais un sentiment général d'impuissance des acteurs locaux

■ Développement agricole ?

Ambiguïté sur le statut et la mission des GDA

■ Objectifs de la stratégie nationale de pérennisation difficilement conciliables à court terme

- Autonomisation des associations d'irrigants
- Pérennisation des systèmes d'irrigation (continuité du service, recouvrement des coûts ...)
- Administration (CRDA) chargé de régler les problèmes

■ Etat à la recherche de la "bonne formule" institutionnelle

- Fréquentes modifications des lois et réglementations
- Situation changeante ... et imposée !
- Dispositif contractuel sous-utilisé (Loi vs. Contrat)

■ Rôles peu claires et visions non partagées

- **Statuts** standards jamais discutés et adaptés aux contextes locaux - Règlements intérieurs inexistantes (fonctionnement interne, règles collectives, sanctions applicables ...)
- **Contrat de gérance** : Engagements réciproques des GDA et CRDA jamais discutés, adaptés aux capacités réelles des GDA et réactualisés
- **Contrat d'abonnement** informel (et inadapté aux bornes foyers...)
- Manque de **coordination** entre niveaux de décision

Fragile appropriation des GDA

- **Faible adhésion des agriculteurs aux GDA qu'ils considèrent comme un « avatar » de l'administration**
- **Posture de négligence dominante :**
 - Nombreux griefs : tarification, endettement, état des infrastructures, maintenance, foncier, ...
 - Implication limitée des agriculteurs, manque de respect des règles (exploitation, maintenance, redevance ...)
 - Chacun investit moins d'efforts, développe des attitudes négatives et met en péril la pérennité des systèmes d'irrigation
- **Expression d'une même volonté de clarification selon deux attitudes opposées :**
 - **Posture de sortie** : Irrigants ne veulent pas assumer la gestion des PPI, et sont prêts à rétrocéder la gestion à l'état (en particulier dans les GPPI)
 - **Posture de loyauté** : engagement positif dans l'action collective pour améliorer le fonctionnement ... et cantonner l'administration à des tâches de supervision et de contrôle

Autonomie ou dépendance des GDA ?

■ Des évolutions politiques positives avec la révolution de 2011 :

- Avant : administrations et autorités locales s'immiscent dans la gestion des associations (choix du conseil d'administration et personnels, fonctions financières, ...)
- Après : limitation du contrôle administratif et politique, liberté d'expression et de revendication accrue

■ Entités de gestion hybrides :

- Théoriquement, support de l'action collective et délégation de gestion
- Pratiquement, formes persistantes de dépendance des GDA: GDA « supplétif » de l'administration ?! ...
- ... en particulier dans les régions où la délégation de gestion est récente (jusqu'en 2007 dans les GPPI du Nord-Ouest) et où se posent les principales difficultés

■ « C'est la faute de l'autre ! »

- Manque d'un cadre partagé définissant précisément le rôle de chacun ...
- ...et d'espaces de communication au sein des GDA, et entre GDA et CRDA



Perspectives



Zimbabwe

DOM

Réunion

Madagascar

Burkina Faso

Mexique

Laos

Brésil

Créer de la place pour les GDA !

■ Adapter le degré d'autonomie / dépendance du GDA

- Perspective d'autonomie à court, moyen ou long terme selon les situations (émancipation progressive et adaptée)
- Renégocier statuts et missions des GDA (contrat de gérance) au contexte et à l'évolution des capacités techniques et financières...
- ... notamment pour les travaux de rénovation et de maintenance
- **Adapter la posture et la démarche d'intervention de l'administration (CRDA) !**

■ Promouvoir la légitimité du GDA

- Reconnaître le GDA comme l'interlocuteur unique de l'administration
- Favoriser le développement d'activités dans l'intérêt collectif des adhérents (vulgarisation, foncier, développement agricole ...)
- Accorder la priorité à l'équilibre financier du GDA (prix de l'eau ...) à chaque étape de l'émancipation du GDA
- Laisser les associations innover, et permettre aux agriculteurs d'apprendre, individuellement et collectivement, à s'organiser et devenir des partenaires de l'administration

Formes d'innovations institutionnelles

■ Création de nouveaux statuts

- Spécifiques aux groupements hydrauliques
- Adaptable aux situations locales (et règlements intérieurs)

■ Réactualisation et adaptation du cadre contractuel

- Négociation du contrat de gérance

■ Evolution de l'organisation et des pratiques des CRDA

- Renforcement des moyens dédiés à l'accompagnement des GDA
- Formation et accompagnement de l'administration (CRDA) pour un nouveau cadre d'intervention

■ Fédérations de GDA

- Mise en commun de certaines activités entre plusieurs GDA
- Renforcement de capacités : maintenance, vulgarisation ...

■ Unions de GDA

- « Appui des intérêts collectifs de leurs adhérents » : interlocuteurs de l'administration et autorités locales (niveau gouvernorat)

■ Coordination multi-niveaux

- Gestion plus efficiente et durable des ressources en eau

Programme d'Actions-Pilotes d'appui aux GDA d'Irrigation (PAP-AGIR)

■ Recherche-Action :

- Alimenter la réflexion et appuyer la maîtrise d'ouvrage du MA
- Proposer des adaptations à la stratégie nationale
- Créer les conditions d'une plus grande autonomie et efficacité (renforcement de capacités) des GDA dans un cadre renouvelé de fonctionnement interne, comme de partenariat entre GDA et administration
- Induire des changements dans la perception et le comportement des acteurs

■ Expérimenter méthodes d'intervention et solutions innovantes

- Création d'arènes de concertation entre acteurs locaux pour tendre vers une vision partagée des problèmes et solutions
- Accompagnement d'un processus d'innovation (plan d'actions) et d'apprentissage des acteurs locaux (*approche processuelle vs. managériale*)
- Processus souple, ouvert et adapté à la diversité des situations locales (15)





LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

Innovons ensemble pour
les agricultures de demain

